

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/26

7 octobre 1997

(97-4342)

Conseil du commerce des services

EFFETS ECONOMIQUES DE LA LIBERALISATION DU SECTEUR DES SERVICES

Note d'information du Secrétariat

1. Le Secrétariat a établi la présente note à la demande du Conseil du commerce des services. Elle pourra être utilisée dans le cadre d'un programme d'échange de renseignements plus vaste, comme il est indiqué dans le rapport du Conseil du commerce des services au Conseil général (S/C/3), "afin de contribuer à l'évaluation de ce courant d'échanges qui servirait de base aux négociations futures dans le secteur des services". Conformément à cette demande, la note a un caractère général et ne donne aucune précision quant à l'évolution sectorielle. On trouvera en annexe, pour de plus amples informations, une bibliographie d'études empiriques sur les effets des politiques de libéralisation dans différents pays et secteurs.

A. ROLE DES SERVICES DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

2. Bien que les structures de l'emploi et de la production soient très différentes d'un pays à l'autre - en fonction du niveau de développement, de la situation géographique ou des ressources - les économistes ont depuis longtemps relevé quelques caractéristiques ou tendances communes. Ils ont noté en particulier que les services, en tant que source d'activité économique, jouaient un rôle important qui, avec l'accroissement des revenus, prenait de plus en plus d'ampleur. Au milieu des années 90, par exemple, la part du secteur des services dans le PIB atteignait environ 40 pour cent en Ouganda, 50 pour cent en Zambie, plus de 60 pour cent en Corée et au Brésil et 80 pour cent aux Etats-Unis.¹

3. L'expansion du secteur des services a été attribuée autant à des facteurs liés à la demande qu'à des facteurs liés à l'offre. D'un côté, on observe une forte élasticité de la demande de nombreux services par rapport aux revenus, c'est-à-dire qu'en devenant plus riches les gens consomment plus de services - comme le tourisme, l'éducation et la santé - que de produits manufacturés ou agricoles. D'un autre côté, l'augmentation de la productivité est plus lente dans de nombreux secteurs de services que dans le secteur manufacturier ou l'agriculture moderne, ce qui démontre entre autres choses qu'il est généralement plus difficile de substituer le capital à la main-d'oeuvre dans la production de services (restaurants, hôtels, transports, etc.). Dans ces conditions, les prix de nombreux services traditionnels ont augmenté relativement plus vite que ceux des marchandises.

4. Dans une certaine mesure, la part croissante des services dans le PIB, en particulier si on l'évalue aux prix courants, reflète également les changements structurels qui interviennent dans une économie. Pour des raisons d'efficacité, les entreprises manufacturières sous-traitent de plus en plus des services comme les études techniques, le financement ou le transport, auparavant assurés dans l'entreprise, pour les confier à des fournisseurs spécialisés. Parce qu'ils touchent à l'infrastructure, un grand nombre

¹Ces données sont tirées de récents examens des politiques commerciales effectués dans le cadre de l'OMC. Les études comparatives par pays peuvent cependant souffrir de différences dans l'établissement des statistiques et d'autres problèmes de mesure (par exemple des difficultés à distinguer le secteur formel du secteur informel).

de secteurs de services modernes, comme les télécommunications, les services financiers ou les transports, offrent non seulement des produits de consommation finale mais aussi des éléments productifs de base utilisés par des industries très diverses.

5. La part des services dans le commerce extérieur a augmenté dans le temps, mais moins que sa part dans la production et l'emploi. Les marchandises continuent de représenter l'essentiel des flux commerciaux internationaux, ce qui confirme l'idée reçue que les services seraient moins transportables et moins exportables que les marchandises. En effet, si aux Etats-Unis le secteur des services représente près des quatre cinquièmes de la production intérieure, il représente actuellement à peine le quart des exportations totale. (Le sixième des importations.) Globalement, selon les statistiques relatives à la balance des paiements, la part des services dans le commerce mondial total est d'à peu près un cinquième. En chiffres absolus, ce pourcentage représentait près de 1 200 milliards de dollars EU en 1995, soit à peu près deux fois la valeur du commerce mondial total des machines de bureau et de l'équipement de télécommunication.

6. Les statistiques commerciales traditionnelles, fondées sur la balance des paiements, sous-estiment largement les enjeux économiques. Premièrement, elles ne prennent pas en compte les services qui sont incorporés dans les marchandises, comme les études techniques et, deuxièmement, s'agissant des flux transfrontières, les chiffres occultent un type d'échange de services extrêmement important, à savoir la production et la vente par le biais des filières étrangères (chaînes d'hôtels et de restauration rapide, voyagistes, consultants, banques et compagnies d'assurance, gestionnaires de cartes de crédits, etc.). Si on élargit la définition de services à ces types d'offres, ils deviennent beaucoup plus "exportables" que ne le laisse supposer une comptabilité ordinaire.

B. ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LIBERALISATION DES MARCHES

7. D'un point de vue économique, il n'y a pas de différences de principe entre la production de biens et la production de services. Toutes deux répondent à des objectifs, des motivations et des contraintes similaires. Dans les deux cas, la vraie responsabilité d'une entreprise consiste à employer et à coordonner les facteurs de production - capital, main-d'oeuvre et technologie - en vue de satisfaire la demande de clients éventuels, nationaux ou étrangers. La rentabilité de l'entreprise, et donc sa capacité de survie et de croissance, est déterminée par sa capacité de prévoir et de gérer les facteurs qui jouent du côté de l'offre et de la demande comme les salaires, les dépenses d'investissement, les prix des moyens de production et les conditions de la commercialisation du produit final.

8. Dans une économie de marché, le souci de rentabilité du secteur privé est le moteur de la répartition de la production dans et entre les entreprises, les secteurs et les pays. Les marchés ouverts sont censés encourager l'amélioration de la qualité et l'innovation en ce qui concerne les produits et les procédés, réduire le gaspillage et la course au profit, limiter le pouvoir économique d'un seul acteur et garantir aux utilisateurs la disponibilité permanente des biens et des services considérés. Les changements structurels fondés sur la loi du marché contribuent donc à établir un équilibre optimal, du point de vue de l'utilisateur, entre la qualité, la variété et le prix des produits. Par ailleurs, le fait de pouvoir se tourner vers d'autres fournisseurs réduit le risque de chocs et de perturbations économiques. Quelles en sont les conséquences pour l'orientation et la conduite des politiques économiques?

C. CONSEQUENCES POLITIQUES

9. Les politiques fondées sur le jeu du marché ont pour objectif de créer et d'améliorer le cadre institutionnel de la prise de décisions au niveau du secteur privé. A cet égard, elles visent avant tout à garantir des conditions de pleine concurrence sur les marchés des facteurs et des produits ainsi qu'une plus grande transparence, à supprimer les barrières à l'entrée et les distorsions de prix et à éviter

l'opposition entre l'efficacité dans le secteur privé et l'efficacité dans le secteur social. Une bonne politique tenant compte de la situation réelle d'un secteur et d'un pays consisterait donc à: a) promouvoir une politique proconcurrentielle visant à supprimer, par exemple, les droits d'exclusivité traditionnels et les obstacles à l'accès aux marchés; b) ouvrir le marché extérieur pour permettre aux industries nationales de se familiariser avec les meilleures pratiques internationales; c) prévoir l'obligation de fournir des renseignements et, dans les secteurs sensibles, d'établir des règles prudentielles afin de protéger l'intérêt public; d) engager des réformes institutionnelles prévoyant un mécanisme réglementaire indépendant et e) adopter des mesures pour incorporer les coûts sociaux, imputables à des effets sur l'environnement ou à d'autres facteurs externes, dans les décisions concernant la production et les investissements.

10. Une telle politique ne peut que profiter à tous les secteurs de l'économie, mais on peut dire qu'elle est peut-être plus urgente et en même temps plus stimulante et plus intéressante dans les industries de services clés. La nécessité d'engager des réformes institutionnelles dans les secteurs de services, avec les avantages qui peuvent en découler, ressort des considérations suivantes:

Le cadre traditionnel de la réglementation et du contrôle administratifs dans de nombreux secteurs de services, qui visait à garantir la fiabilité et la stabilité de l'offre, est mal adapté à un environnement caractérisé par une évolution technologique et économique rapide.

Le niveau des investissements et des compétences nécessaires pour moderniser et exploiter des secteurs de services modernes, comme les télécommunications, peut être bien supérieur à la capacité actuelle des administrations publiques en matière de gestion. En même temps, l'expérience montre qu'un pays qui se lance très vite dans la libéralisation ne peut qu'être incité à investir dans des industries de services modernes.

D'importants secteurs de services ont longtemps été étroitement réglementés, ce qui donne à penser qu'ils ont des chances de retirer des avantages économiques considérables de la libéralisation.

Dans un grand nombre de pays, les mesures de libéralisation et de déréglementation ont initialement exclu les services sous l'influence de monopoles publics bien protégés (par exemple les télécommunications de base, l'assurance, la banque de détail et le transport ferroviaire) et sous prétexte que les services étaient généralement considérés comme étant moins transportables et moins exportables - et donc comme se prêtant moins à la libéralisation - que les marchandises. Toutefois, cette idée a été battue en brèche sous l'influence des nouvelles techniques et réglementations (par exemple les communications par satellite et la banque électronique) qui ont permis de limiter les obstacles à la fois administratifs et technologiques à la concurrence et au commerce.

En l'absence de réformes induites par la loi du marché, l'expansion de nombreux secteurs de services, dans le cadre du processus de développement, renforcerait progressivement les mesures de réglementation et de contrôle prises par les gouvernements.

Les variations de l'offre et de la demande bénéficiant à des secteurs comme les services financiers, les télécommunications ou le transport aérien élargiraient, si les régimes actuels étaient maintenus, le champ d'application des réglementations concernant la production et l'emploi.

Comme de nombreux secteurs de services touchent à l'infrastructure, toute réforme visant à renforcer l'efficacité - notamment sur le plan réglementaire et institutionnel - peut accroître la compétitivité de nombreuses activités en aval et donc améliorer l'ensemble de résultats économiques.

Vue sous cet angle, la libéralisation du secteur des services ne devrait pas être considérée comme une concession à l'égard d'autres pays mais comme une condition préalable à l'amélioration des performances des industries nationales. En inscrivant les services dans le cadre général du système multilatéral, le Cycle d'Uruguay, les gouvernements peuvent intégrer ces réformes dans un contexte international et donc les protéger contre les dérapages et les retours en arrière.

11. Dans de nombreux cas, une distinction entre libéralisation internationale et libéralisation nationale serait artificielle. Du point de vue de la politique commerciale, l'ouverture du marché extérieur et celle du marché intérieur devraient normalement aller de pair pour que les avantages potentiels de conditions d'accès aux marchés plus libérales ne soient pas entravés par le maintien d'obstacles intérieurs. C'est également ce qui ressort de la portée des engagements en matière d'accès aux marchés pris par les Membres de l'OMC au titre de l'AGCS. Les disciplines énoncées à l'article XVI s'appliquent aux restrictions discriminatoires et non discriminatoires et visent des mesures qui concernent spécifiquement les fournisseurs étrangers ainsi que d'autres mesures qui affectent tous les partenaires commerciaux.

D. COUTS ET AVANTAGES LIES AUX AJUSTEMENTS

12. L'ajustement est au coeur de tout système d'économie de marché, mais il a un coût. Les politiques économiques peuvent avoir pour objectif de favoriser l'investissement et la croissance - grâce à l'amélioration de l'infrastructure, à des réformes fiscales et tarifaires et à une gestion macro-économique prudente - mais elles ne peuvent évidemment pas garantir la prospérité sans contrepartie. Les gouvernements se voient donc de plus en plus obligés de répondre à des demandes de protection, en particulier lorsque des secteurs puissants et bien organisés subissent des pressions.

13. Vus sous l'angle de la politique sociale, le déplacement de la main-d'oeuvre, la dévalorisation des qualifications, l'obligation de se soumettre à un recyclage professionnel, voire à une délocalisation, entraînent évidemment des coûts. Bien que les mesures d'ajustement puissent donner lieu à une aide des pouvoirs publics, rien ne permet d'affirmer que les coûts qu'elles entraînent autorisent à prendre des décisions qui ne tiennent pas compte des signaux du marché et freinent ou empêchent les changements structurels. Premièrement, les mesures d'ajustement ont plutôt un caractère temporaire et les pertes qu'elles occasionnent doivent être évaluées par rapport aux avantages qui en résulteront plus tard. Deuxièmement, d'un point de vue économique, ces pertes devraient être estimées en regard des conséquences qu'aurait la non-application de ces mesures d'ajustement et des coûts dynamiques imposés aux contribuables, aux consommateurs et/ou aux industries utilisatrices. Les gouvernements devraient aussi se dire que si un secteur était soustrait aux forces du marché, cela pourrait créer un précédent dont beaucoup d'autres secteurs pourraient se prévaloir. Une protection sectorielle peut se révéler extrêmement contagieuse.

14. On peut répondre à juste titre que les conséquences sociales directes des mesures d'ajustement sont moins importantes dans de nombreux secteurs de services que dans les industries extractives et manufacturières traditionnelles ou dans l'agriculture. Considérons les hypothèses suivantes:

D'une manière générale, on procède à des ajustements dans les industries de services comme la banque, l'assurance ou les télécommunications dans un environnement sectoriel dynamique, où les segments en expansion sont en mesure d'offrir rapidement de nouveaux emplois lorsque des emplois ont été supprimés dans ceux qui sont en crise.

Vu qu'ils sont moins spécialisés dans tel ou tel domaine professionnel, les employés du secteur de services ont tendance à être plus mobiles que, par exemple, les mineurs ou les agriculteurs.

Les professionnels employés dans certains secteurs de services traditionnellement protégés - comme le transport aérien ou les services juridiques - ne sont normalement pas au bas de l'échelle des salaires et peuvent donc avoir de plus grandes possibilités pour obtenir des "concessions" que les ouvriers qui travaillent dans des industries manufacturières en déclin.

Il convient en outre de rappeler que les ajustements résultant de la libéralisation peuvent générer des dividendes importants, du point de vue des résultats économiques globaux, étant donné que de nombreux secteurs de services modernes touchent à l'infrastructure. Les "perdants" éventuels auront plus de facilité à retrouver leur place dans une économie dynamique génératrice de bons revenus et emplois que dans une économie statique fermée à tout changement.

15. Le rôle clé que jouent les télécommunications, le secteur bancaire et d'autres services dans l'économie moderne n'est pas à l'abri des risques. Les perturbations techniques ou financières qui agitent ces secteurs peuvent avoir des répercussions durables sur l'ensemble de l'économie. Il serait pratiquement impossible, par exemple, de protéger le plus petit des petits producteurs d'une région éloignée contre l'onde de choc provoquée par un krach bancaire important. De même, l'interruption des moyens de transport et de télécommunication pourrait, dans un délai très court, bloquer toute l'activité économique. Pour pallier ces risques, on a donc prévu une multitude de réglementations - niveau suffisant de fonds propres, qualité des éléments d'actif, normes techniques applicables aux télécommunications, etc. - afin de garantir la disponibilité permanente des services techniques et commerciaux essentiels.

16. Aucune disposition de l'AGCS - ou du GATT - n'oblige les gouvernements à supprimer un règlement technique ou commercial raisonnable.² L'AGCS impose toutefois des limitations concernant l'utilisation des prescriptions inutilement restrictives ou discriminatoires dans les secteurs inscrits dans les listes. Les gouvernements peuvent donc être appelés à compléter les mesures d'ouverture des marchés par un examen de la réglementation intérieure. Les réformes qui devront alors être engagées peuvent avoir un coût politique, en particulier si les intérêts financiers de groupes de producteurs bien définis sont en jeu, mais elles ne devraient normalement pas réduire le niveau de protection des consommateurs ou des créanciers.

17. Des études importantes ont été réalisées ces dernières années pour voir si et dans quelles conditions ces prévisions peuvent se concrétiser. La bibliographie ci-après donne un aperçu des ouvrages publiés depuis 1990. La présentation par secteur et par pays a été choisie uniquement en fonction de la disponibilité des documents publiés et ne traduit pas une volonté de sélection à priori du Secrétariat.

²Voir, par exemple, Kono, M. et al (1997), L'ouverture des marchés de services financiers et le rôle de l'AGCS, étude spéciale de l'OMC, Genève.

BIBLIOGRAPHIE

I. TELECOMMUNICATIONS

ABDALA, Manuel (1992);

Desregulación, privatización y regulación del sector argentino de las telecomunicaciones; Estudios, No. 63 (Instituto de Estudios Económicos sobre la realidad Argentina y Latinoamericana).

AGATA, Koichiro (1997);

Three contentious issues in the political process of telecommunications liberalization in Japan: neglect of infrastructural problems? in: State and Administration in Japan and Germany; Berlin.

AHDAR, Rex J. (1995);

Battles in New Zealand's deregulated telecommunications industry; *Australian Business Law Review*, No.2.

ARZT, Clemens et al. (1990);

Telekommunikationspolitik in Grossbritannien: Auswirkungen von Privatisierung und Liberalisierung; Köln.

BANCEL-CHARENSOL, Laurence (1996);

La déréglementation des télécommunications dans les grands pays industriels; Paris.

BAUMOL, William J. (1994);

Toward competition in local telephony; Cambridge, Mass.

CHOI, Jay-pil (1995);

Telecommunications reform in Central and Eastern Europe; Wien.

CRANDALL, Robert W.; WAVERMAN, L. (1995);

Liberalization, deregulation and private networks: telecommunications infrastructure in the 1990s; Tokyo Club Papers, Tokyo.

DONALDSON, Hunter (1994);

Implementing Reforms in the Telecommunications Sector: Lessons from experience (ed. by Bjorn Wellenius and Peter A. Stern); The World Bank, Washington D.C.

DOWLING, Micheal J. (1996);

Deregulierung und Liberalisierung der Telekommunikationsbranche in Europe und den USA: Einflüsse auf Wettbewerb und Unternehmensstrategie; in: Regulierung und Unternehmenspolitik; Wiesbaden.

HIGGINS, Richard S. (1995);

Deregulating telecommunications: the Baby Bells case for competition; Chichester.

IMAI, Hiroyuki (1994);

Assessing the gains from deregulation in Japan's international telecommunications industry; *Journal of Asian Economics*, No. 3.

KLODT, Henning (1995);
Wettbewerb und Regulierung in der Telekommunikation; Tübingen.

MAJUMDAR, Sumit K. (1992);
Performance in the US telecommunication services industry: an analysis of the impact of deregulation; *Telecommunications Policy*, No. 4.

NOAM, Eli M. (ed.) (1994);
Asymmetric deregulation: the dynamics of telecommunications policy in Europe and the United States; Ablex.

ONIKI, Hajime et al. (1994);
The productivity effects of the liberalization of Japanese telecommunication policy; *Journal of Productivity Analysis*, No. 1.

PANDOLFELLI, Michele (1991);
Regolamentazione e deregolamentazione nelle telecomunicazioni: l'esperienza statunitense, inglese, giapponese; *Economia Publica*, No. 7/8.

SCHWARTZ, Marius (1996);
Telecommunications reform in the United States: promises and pitfalls; in: *Telecommunications and Energy in Systemic Transformation*; Berlin.

VOETH, Markus (1996);
Entmonopolisierung von Märkten - das Beispiel Telekommunikation; Baden-Baden.

WELFENS, Paul J. J.; GRAACK, Cornelius (1996);
Telecommunications in Western Europe: liberalization, technological dynamics and regulatory developments; in: *Telecommunications and Energy in Systemic Transformation*, Berlin.

WEYHENMEYER, Stefan (1994);
Integrierte Unternehmensstrukturen in der Telekommunikation und staatliche Industriepolitik; Baden-Baden.

II. FINANCIAL SERVICES

(a) Banking

ALAWODE, Abayomi A. (1992);
Financial deregulation and the effectiveness of bank supervision in Nigeria; *Savings and Development*, No. 1.

ANDERSEN, Torben M. (1994);
Deregulation of the Danish banking sector: new patterns of interest representation; København (COS-forskningsrapport; 94,8).

BASCH, Miguel (ed.) (1995);
Expanding access to financial services in Latin America; Washington D.C. (Inter-American Development Bank).

BENNETT, Michael S. (1995);
Banking deregulation in Indonesia; *University of Pennsylvania Journal of International Economic Law*, No. 3.

BIANCHI Andres (1994);
Liberalización, regulación y supervisión bancaria: notas sobre la experiencia chilena; in:
Reformas y reestructuración de los sistemas financieros en los países de América Latina, México.

BINHADI (1994);
Financial Deregulation and Bank Supervision: The case of Indonesia; in: S. Faruqi (ed.),
Financial Sector Reforms, Economic Growth, and Stability: Experiences in Selected Asian and
Latin American Countries; The World Bank, Washington D.C.

BONITSIS, Theologos H.; RIVERA-SOLIS, Luis E. (1995);
External liberalization of banking and industrial concentration: the evidence from Spain; *The Journal of Applied Business Research*, No. 3.

BORDO, Michael; SCHWARZ, Anna J. (1995);
The performance and stability of banking systems under "self-regulation": theory and evidence;
The Cato Journal, No. 3.

BUCH, Claudia-Maria (1996);
Creating efficient banking systems: theory and evidence from Eastern Europe; Tübingen.

CURTIS, Wayne C. (1990);
The effects of financial deregulation on consumer lending by commercial banks: 1982-1989; *The Journal of Private Enterprise*, Vol. 6.

DALE, Richard (1994);
International banking deregulation: the great banking experiment; Oxford.

DIAZ-ALEJANDRO, Carlos (1985);
Good-bye Financial Repression, Hello Financial Crash; *Journal of Development Economics*,
No. 19.

ELYASIANI, Elyas (1995);
The comparative efficiency performance of small and large US commercial banks in the pre-and
post-deregulation eras; *Applied Economics*, No.11.

FISHMAN, James J. (1993);
The transformation of threadneedle street: the deregulation and reregulation of Britain's financial
services; Durham: Carolina Academic Press.

GIRG, Joachim (1995);
Australiens Bankwesen im Wandel: Einflüsse der Deregulierungspolitik auf Struktur und
Standorte; Frankfurt am Main.

GLOWER, Carlos J. (1994);
Interest rate deregulation: a brief survey of the policy issues and the Asian experience; Manila
(Asian Development Bank).

- GONZALEZ MENDEZ, Hector E. (1993);
Desregulación financiera en México; *Monetaria*, No. 2 (Centro de Estudios Monetarios Latinoamericanos).
- GOODFRIEND, Marvin S. (1991);
Desregulación financiera, política monetaria y banca central; el papel de la banca central en la actualidad; México.
- GRABOWSKI, Richard L et al. (1994);
The effect of deregulation on the efficiency of US banking firms; *Journal of Economics and Business*, No. 1.
- GRUBEN, William C. (1997);
Liberalization, privatization, and crash: Mexico's banking system in the 1990s; *Economic Review*, No. 1 (Federal Reserve Bank of Dallas).
- HARPER, Ian R.; SCHEIT, T. (1992);
The effects of financial market deregulation on bank risk and profitability; *Australian Economic Papers*, No. 59.
- HAWTREY, Kim M. et al. (1991);
The impact of bank regulation on Australian manufacturers; North Ryde, NSW (Research paper, Macquarie University, School of Economic and Financial Studies).
- HELD, Günther (1990);
Regulación y supervisión de la banca en la experiencia de liberalización financiera en Chile (1974 - 1988); in: *Sistema financiero y asignación de recursos*; Buenos Aires.
- HOOKS, Linda M. (1994);
Bank failures and deregulation in the 1980s; New York.
- HUMPHREY, David B.; PULLEY, Lawrence P. (1997);
Banks' responses to deregulation: profits, technology, and efficiency; *Journal of Money, Credit and Banking*, No. 1.
- HUMPHREY, David B. (1993);
Costs and technical change: effects from bank deregulation; *Journal of Productivity Analysis*, No. 1/2.
- HUMPHREY, David B. (1991);
Productivity in banking and effects from deregulation; *Economic Review*, No. 2 (Federal Reserve Bank of Richmond).
- ISHIGAKI, Kenichi (1993);
Effects of financial deregulation on Australian financial system; *Kobe Economic & Business Review*, Vol. 38.
- ISMAIL, Abdul G. (1993);
Deregulation and bank behaviour in the mixed markets; *The Asian Economic Review*, No. 2.
- ISMAIL, Abdul G. (1994);
Financial deregulation in Malaysian banking; *Savings and Development*, No. 4.

- KHAN, Shahrukh R.; AFTAB, Safiya (1994);
Assessing the impact of financial reforms on Pakistan's economy; *Pakistan Journal of Applied Economics*, No. 1/2.
- KOO, Bon-Ho (1993);
Industrial policy and financial reforms in Korea; in: S. Faruqi (ed.), *Financial Sector Reforms in Asian and Latin American Countries*; The World Bank, Washington D.C.
- LAMBERTS, Mario B. (1993);
Assessment of the financial market reforms in the Philippines: 1980-1992; *Journal of Philippine Development*, No. 37.
- LeFORT, G. (1994);
The financial system and macroeconomic stability, the Chilean experience; in: S. Faruqi (ed.), *Financial Sector Reforms, Economic Growth and Stability: experiences in selected Asian and Latin American countries*; The World Bank, Washington D.C.
- LeFORT VARELA, Guillermo R. (1994);
The Chilean experience in financial development and macroeconomic stability: 1975-1992; *Money Affairs*, No. 1 (Centre for Latin American Monetary Studies).
- LLEWELLYN, David T. (1992);
The performance of banks in the UK and Scandinavia: a case study in competition and deregulation; *Quarterly Review*, No.3 (Central Bank of Sweden).
- LOPEZ-De-SILANES, Florencio; ZAMARRIPA Guillermo (1995);
Deregulation and privatization of commercial banking; *Revista de analisis economico*, No. 2.
- MacCALLIE, John D. (1990);
The impact of deregulation and deposit insurance on the thrift industry: an empirical analysis; Auburn, Alabama.
- MacLAUGHLIN, Susan (1995);
The impact of interstate banking and branching reform: evidence from the states; *Current Issues in Economics and Finance*, No. 2 (Federal Reserve Bank of New York).
- MacLEOD, Ross H. (1996);
Control and competition: banking deregulation and deregulation in Indonesia; Canberra, (Dep. of Economics, Research School of Pacific and Asian Studies).
- MARSHALL, Kathryn G. (1994);
Competition and growth: changes in Indonesia's banking sector since 1988; *Journal of Asian Business*, No.3.
- MILBOURNE, Ross D.; CUMBERWORTH, Matthew (1991);
Australian banking performance in an era of deregulation; *Australian Economic Papers*, No. 57.
- MILKOVE, Daniel L.; SULLIVAN, Patrick J. (1990);
Deregulation and structure of rural financial markets; Washington D.C. (Rural development research report, United States Department of Agriculture).

- NAUGHTON, Tony; HARVIE, Charles (1996);
The performance of foreign banks in a deregulated environment: evidence from Australia and Korea; *Economic Papers*, No. 1 (Economic Society of Australia).
- OKUNO, Hiroyuki (1996);
The reform of the Japanese financial system and finance for small and medium-size enterprises; in: *Integration and Adjustment of Global Economies*; Berlin.
- REINICKE, Wolfgang H. (1995);
Banking, politics and global finance: American commercial banks and regulatory change, 1980-1990; Aldershot, Hants.
- Reserve Bank of Australia (1991);
The deregulation of financial intermediaries: proceedings of a conference; Sydney.
- REZVANIAN, Rasoul; RANGAN, Nanda (1992);
Market structure and banking production economies: evidence from the 1980's deregulation; *The Journal of Applied Business Research*, No. 3.
- ROCHET, Jean-Charles (1991);
Déréglementation et risque du secteur bancaire; *La revue d'économie financière*, No. 19.
- SAUNDERS, Anthony (1990);
Ownership structure, deregulation, and bank risk taking; *The Journal of Finance*, No. 2.
- SELGIN, George A. (1996);
Bank deregulation and monetary order; London.
- SINGH, Supriya S. (1992);
Banking deregulation and its effects on Australian consumers: the policy debate; *Journal of Consumer Policy*, No. 1.
- SINGH, Supriya S. (1994);
Consumer responses to a deregulated banking industry; South Melbourne, Victoria (Centre for International Research on Communication and Information Technologies).
- SOYIBO, Adedoyin (1997);
Financial liberalisation and bank restructuring in sub-saharan Africa: some lessons for sequencing and policy design; African Economic Research Consortium Plenary Sessions 1994-95.
- TELLA, Adewale S.; OKOSUN, G. (1993);
Banking deregulation: the interest rate phenomenon in the Nigerian context; in: *African Review of Money, Finance and Banking*, Milan.
- TSUDA, Kazuo (1994);
Japanese banks in deregulation and the economic bubble; *Japanese Economic Studies*, No. 3/4.
- VELASCO, Andres (1991);
Liberalization, crisis, intervention: the Chilean financial system, 1975-85; in: *Banking Crises*; Washington D.C.
- WILLIAMS, Marion V. (1996);
Liberalising a regulated banking system: the Caribbean case; Aldershot.

(b) Insurance

BARROS, Pedro (1996);
Competition effects of price liberalization in insurance; *The Journal of Industrial Economics*,
No. 3.

BASTIANI, Adriano (1995);
Die private Krankenversicherung in ausgewählten Ländern der Europäischen Union: eine
vergleichende Analyse vor und nach der Deregulierung; Karlsruhe.

BOSELTMANN, Eckhard H. (1994);
Versicherungsmakler und deregulierte Versicherungsmärkte; Karlsruhe.

HAUFLER, Virginia (1997);
Financial deregulation and the transformation of international risks insurance; in: *The New
World Order in International Finance*; Basingstoke, Hampshire.

Institut für Finanz und Aktuarwissenschaften, Universität Ulm (1994);
Produktinnovationen im deregulierten Versicherungsmarkt: aktuarielle und technische Aspekte
dargestellt mit Fallbeispielen; Ulm.

RABE, Thomas (1997);
Liberalisierung und Deregulierung im Europäischen Binnenmarkt für Versicherungen; Berlin.

SKAMLJIC, Thomas (1993);
Deregulierung der EG-Versicherungsmärkte und die Auswirkungen auf den österreichischen
Versicherungsmarkt; Wien (Forschungsberichte, Ludwig-Boltzmann-Institut für ökonomische
Analysen Wirtschaftspolitischer Aktivitäten).

WENNING, Joachim (1995);
Aufsicht, Wettbewerb und Verbraucherschutz in der deutschen Lebensversicherung nach der EU-
Liberalisierung 1994: Fakten, Trends und alternative Ansätze zum Abbau vorhandener
Verbraucherschutzdefizite; Karlsruhe.

WILL, Reiner (1997);
Solvabilität und Solvabilitätspolitik von Lebensversicherungsunternehmen im deregulierten
deutschen Lebensversicherungsmarkt; Lohmar.

ZIMPELMANN, Manfred (1995);
Folgen des Versicherungsmarktes für die Schadenversicherung unter besonderer Berücksichtigung
der Kraftfahrtversicherung; Karlsruhe.

(c) General

ALIBER, Robert Z. (1994);
Financial reform in South Korea; in: *Korea's Political Economy*; Boulder.

BATTEN, Jonathan (1995);
Foreign banks and the Australian financial system a decade after deregulation; *Journal of Global
Business*, No. 10.

Bank of Japan (1991);
Developments following the deregulation of retail deposits in major European countries and the United States; Tokyo (Translation of an article in *Monthly Bulletin* of September 1990).

BONIN, John P. (ed.) (1994);
The development and reform of financial systems in Central and Eastern Europe; Aldershot, Hants.

CHENG, Hang-sheng (1991);
A competitive assessment of recent financial reform in three Asian developing economies: Thailand, Indonesia, and Taiwan; *Journal of Asian Economics*, No. 2.

CHUNG, Choon Taik (1994);
Financial sectors reforms and liberalization in the Republic of Korea: current status and prospects; in: S. Faruqi (ed.), *Financial Sector Reforms, Economic Growth, and Stability: Experiences in Selected Asian and Latin American Countries*; The World Bank, Washington D.C.

CLIFTON, Eric V. (1994);
Financial liberalization in Israel; Washington D.C. (International Monetary Fund).

ENGLUND, Peter et al. (1996);
Loan-to-value ratios in Sweden: the impact of financial deregulation; *Scandinavian Housing & Planning Research*, No. 3.

EYZAGUIRRE, Nicolas G. (1993);
Financial crisis, reform and stabilization: the Chilean experience; in: S. Faruqi (ed.), *Financial Sector Reforms in Asian and Latin American Countries*; The World Bank, Washington D.C.

FORMBY, M. John P. et al. (1990);
Costs under regulation and deregulation: the case of US passenger airlines; *The Economic Record*, No. 195 (Economic Society of Australia).

FRENKEL, Roberto (1994);
El fortalecimiento del sector financiero en el proceso de ajuste: liberalización y regulación; Buenos Aires (Centro de Estudios de Estado y Sociedad).

FUKUCHI, Takao (1995);
Liberalization effect in financially repressed economy: the case of Indonesia, 1982 - 90; *The Developing Economies*, No. 3 (Institute of Developing Economies).

GUPTA, Kanhaya L.; LENSINK, Robert (1996);
Financial liberalization and investment; London.

GUTIERREZ PEREZ, A.; PERROTINI, Ignacio (1994);
Liberalización financiera y estabilización macroeconómica en México: desafíos y perspectivas; *Investigación Económica*, No. 209.

MELITZ, Jacques; BORDES, Christian (1991);
The macroeconomic implications of financial deregulation; *European Economic Review*, No. 1.

PENNER, R. (1994);

Financial liberalization in an Agrarian Economy: the case of Paraguay; in: S. Faruqi (ed.), *Financial Sector Reforms, Economic Growth and Stability: Experiences in Selected Asian and Latin American Countries*; The World Bank, Washington D.C.

PEREZ CAMPANERO, Juan (1991);

Liberalization and financial crisis in Uruguay: 1974 - 87; in: *Banking Crises*, Washington D.C.

SHEA, Jia-dong (1992);

The welfare effects of economic liberalization under financial market segmentation: with special reference to Taiwan; Taipei.

SJAHRIR (1992);

Indonesian financial and trade policy deregulation: reform and response; in: *The Dynamics of Economic Policy Reform in South-East Asia and the South-West Pacific*; Singapore.

SOYIBO, Adedoyin; AADEKANYE, Femi (1992);

Financial system regulation, deregulation and savings mobilization in Nigeria; Nairobi (AERC research paper).

STERN, Andrew (1992);

Financial institutions and monetary control in an era of deregulation, liberalization and reform: a comparison of recent developments in the United States, Japan, and China (PRC); *Research in Asian Economic Studies*, B.

SUWANDI, Titin (1995);

Indonesian banking post-deregulation: moral hazard and high real interest rates; Canberra (Economics Division Working Papers; Research School of Pacific and Asian Studies, ANU).

TANDON, Rameshwar P. (1996);

Japanese financial deregulation since 1984; Geneva (UNCTAD Discussion Paper No. 114).

III. TRANSPORT

(a) Aviation

BALTIGI, Badi et al. (1995);

Airline deregulation: the cost pieces of the puzzle; *International Economic Review*, No.1.

BORENSTEIN, Severin (1992);

The evolution of US airline competition; *The Journal of Economic Perspectives*, No.2.

BUTTON, Kenneth J. (1991);

Airline deregulation: international experiences; London.

BUTTON, Kenneth J. (1996);

Aviation deregulation in the European Union: do actors learn in the regulation game? *Contemporary Economic Policy*, No.1.

BUTTON, Kenneth J. (1993);

International interdependencies between the deregulation of domestic service industries: a case study of aviation in North America; *The Service Industries Journal*, No.3.

- BUTTON, Kenneth J.; SWANN, Dennis (1992);
Transatlantic lessons in aviation deregulation: EEC and US experiences; *The Antitrust Bulletin*, No. 1.
- CARD, David E. (1996);
Deregulation and labor earnings in the airline industry; Cambridge, MA (Working Paper Series, National Bureau of Economic Research).
- COLOMA, German, et al. (1994);
La privatización de Aerolíneas Argentinas; Santiago de Chile (Comisión Económica para América Latina y el Caribe).
- DEMPSEY, Paul S.; GOEK, Andrew R. (1992);
Airline deregulation and laissez-faire mythology; Westport, Conn.
- EDELMAN, Richard B.; BAKER, Nent A. (1996);
The impact of implementing the airline deregulation act on stock returns; *Journal of Economics and Finance*, No. 1.
- EVANS, William N.; KESSIDES, Ioannis (1993);
Structure, conduct, and performance in the deregulated airline industry; *Southern Economic Journal*, No.3.
- FISHMAN, James J. (1996);
Flying high: liberalizing civil aviation in the Asia Pacific; Washington D.C. (Institute for International Economics).
- HEDLUND, Daniel C. (1994);
Toward open skies: liberalizing trade in international airline services; *Minnesota Journal of Global Trade*, No. 2.
- KEELER, Theodore E. (1991);
Airline deregulation and market performance: the economic basis for regulatory reform and lessons from the US experience; in: *Transport in a free market economy*; Basingstoke, Hampshire.
- KENNET, David M. (1993);
Did deregulation affect aircraft engine maintenance? An empirical policy analysis; *The Rand Journal of Economics*, No. 4.
- KINUGASA, Tatsuo (1994);
Cost structure after deregulation of Japanese aviation; Saint Lucia, Queensland (Department of Economics Discussion Papers).
- KUNASEK, Gregory L. (1990);
The evolution of the airline industry since deregulation; *Midwestern Business and Economic Review*, No. 12.
- MacDONALD, James M. (1996);
Railroad deregulation: pricing reforms, shipper responses, and the effects on labor; *Industrial & Labor Relations Review*, No. 1.

MacMULLEN, B. Starr (1993);
Profits and the cost of capital to the US trunk airline industry under CAB regulation; New York.

MAILLEBIAU, Eric G. (1995);
Demand and consumer welfare impacts of international airline liberalisation: the case of the North Atlantic; *Journal of Transport Economics and Policy*, No. 2.

MAILLEBIAU, Eric G. (1993);
The impact of international aviation liberalization: the North Atlantic routes as a case study; Berkeley.

MARIN, Pedro L. (1995);
La desregulación del transporte aéreo en Europa y sus efectos sobre la estructura de mercado; Regulación y competencia en la economía española, Madrid.

MARIN, Pedro L. (1995);
The remains of regulation: airlines' profits after liberalization; London (Suntory-Toyota International Centre for Economics and Related Disciplines, London School of Economics).

MAROLLES, Olivier de; LENOIR, Alexis (1993);
La déréglementation du transport aérien en Australie; Paris.

MECHLING, George W. (1991);
Deregulation and the capacity, productivity and technical efficiency of equipment of former trunk airlines; *Journal of Transport Economics and Policy*, No. 1.

MEYER, John R. (1992);
From closed set to open set deregulation: an assessment of the US airline industry; *The Logistics and Transportation Review*, No. 1.

MORRISON, Steven A. (1995);
The effects of airline deregulation in the United States; in: On Privatization and Deregulation in the United States, Tokyo (Discussion Paper, Economic Research Institute, Economic Planning Agency).

NIJKAMP, Peter (1996);
Liberalisation of air transport in Europe: the survival of the fittest? *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, No. 3.

NORMAN, Victor D.; STRANDENES, Siri P. (1994);
Deregulation of Scandinavian Airlines: a case study of the Oslo-Stockholm route; in: Empirical Studies of Strategic Trade Policy; Chicago.

OBERMANN, Stefan (1992);
Deregulierung und dynamischer Wettbewerb; das Beispiel des US-Luftverkehrsmarktes; *List-Forum für Wirtschafts- und Finanzpolitik*, No. 1.

OPITZ, Michael (1994);
Der Einfluss der EG-Liberalisierung auf die Netzbildung im europäischen Luftverkehrssystem; Nürnberg.

OUM, Tae-hoon (1991);
Airline deregulation in Canada and its economic effects; *Transportation Journal*, No. 4.

PEOPLES, James H. (1991);
Airline deregulation and industry wage levels; *Eastern Economic Journal*, No. 1.

PHU, Son H. (1991);
The effects of US airline deregulation on public intercity passenger travel demand: an econometrics analysis; Oklahoma.

REYNOLDS-FEIGHAN, Aisling J. (1992);
The effects of deregulation on US air networks; Berlin.

REYNOLDS-FEIGHAN, Aisling J. (1997);
The impact of US airline deregulation on airport traffic patterns; Dublin (Centre for Economic Research Working Paper Series).

SAMUELS, George E. (1990);
Airline deregulation: its effects and the competitive environment; *International Journal of Transport Economics*, No. 2.

WILLIAMS, George (1994);
The airline industry and the impact of deregulation; Aldershot, Hants.

WOERZ, Claudia (1997);
Deregulierungsfolgen im Luftverkehr: Handlungsempfehlungen für Marktordnung und Umweltpolitik; Heidelberg.

YARROW, George K. (1995);
Airline deregulation and privatization in the UK; in: *On privatization and deregulation in the United Kingdom*; Tokyo (Discussion Paper/Economic Research Institute, Economic Planning Agency).

(b) Maritime Transport

BENNATHAN, Esra (1993);
Deregulation of shipping: lessons from Chile; in: *Regulatory Reform in Transport*; Washington D.C.

(c) Rail Transport

BARNEKOV, Christopher C.; KLEIT, A.N. (1990);
The efficiency effects of railroad deregulation in the United States; *International Journal of Transport Economics*, No. 1.

BURTON, Mark L. (1993);
Railroad deregulation, carrier behaviour, and shipper response : a disaggregated analysis; *Journal of Regulatory Economics*, No. 4.

DUNLOP, Ian T. (1995);
Implementing competition reform - coal haulage by rail: a case study; *Economic Papers*, No. 3 (Economic Society of Australia).

WILSON, Wesley W. (1997);
Cost savings and productivity in the railroad industry; *Journal of Regulatory Economics*, No. 1.

WILSON, Wesley W. (1994);
Market-specific effects of rail deregulation; *The Journal of Industrial Economics*, No. 1.

(d) Road Transport

ALEXANDER, Donald L. (1992);
Motor carrier deregulation and highway safety: an empirical analysis; *Southern Economic Journal*, No. 1.

ALLEN, Benjamin J. et al. (1993);
Intrastate trucking deregulation: have both the negative and positive impacts been overstated? *Transportation Journal*, No. 1 (American Society of Transportation and Logistics).

CORSI, Thomas M. et al. (1992);
The impact of deregulation on LTL motor carriers: size, structure, and organization; *Transportation Journal*, No. 2.

KLING, Robert W. (1990);
Deregulation and structural change in the LTL motor freight industry; *Transportation Journal*, No. 3.

TRAYNOR, Thomas L.; McCARTHY, Patrick S. (1991);
Trucking deregulation and highway safety: the effect of the 1980 Motor Carrier Act; *Journal of Regulatory Economics*, No. 4.

YAMAUCHI, Hirotaka (1995);
Regulatory reform and changes in the Japanese trucking industry; in: *On Privatization and Deregulation in Japan*; Tokyo (Discussion Paper/Economic Research Institute; Economic Planning Agency).

IV. PROFESSIONAL SERVICES

MURRAY, James (1996);
Liberalisation and the consumer; in: *International Trade in Professional Services*; Paris.